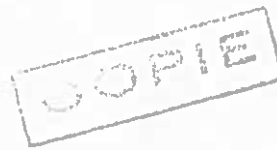


PRÉFET DU BAS-RHIN

DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES
Bureau de l'Environnement et des Procédures Publiques



ARRÊTÉ

du - 7 SEP. 2017

mettant en demeure
la société EMAILLERIE RHENANE à INGWILLER de respecter les dispositions
de l'arrêté préfectoral du 21 juin 1994 réglementant ses installations

Le Préfet de la Région Alsace
Préfet du Bas-Rhin

- VU le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I,
- VU l'arrêté préfectoral du 21 juin 1994 réglementant l'activité de l'émaillerie,
- VU le rapport de constats de non-conformités en date du 12 juillet 2017, de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées,
- CONSIDÉRANT qu'aucune surveillance des eaux souterraines n'a été mise en œuvre,
- CONSIDÉRANT que l'avis d'un hydrogéologue agréé est nécessaire afin d'établir un réseau de contrôle des eaux souterraines,
- CONSIDÉRANT qu'il a été constaté le 04 juillet 2017, qu'une partie des bâtiments sont loués pour des activités de stockage à une entreprise tiers, qu'un atelier de tolérances regroupant des installations visées à la rubrique 2560 de la nomenclature des installations classées,
- CONSIDÉRANT que les modifications réalisées n'ont pas été déclarées préalablement au Préfet, en application de l'article R 181-46 anciennement R 513-33 et que ces modifications sont susceptibles de modifier les impacts de l'établissement au regard des intérêts protégés à l'article L511-1 du Code de l'Environnement,
- CONSIDÉRANT l'article 23 de l'arrêté du 21 juin 1994
- CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement: « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* »,

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,

ARRÊTE

Article 1^{er} : La société EMAILLERIE RHENANE dont le siège social est situé route de Bouxwiller 67340 INGWILLER, est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de sa société sise route de Bouxwiller à INGWILLER, dans un délai de six mois, les prescriptions de l'article 23 de l'arrêté préfectoral du 21 juin 1994 reprises ci-après :

« Article 23 : Prévention de la pollution des eaux souterraines »

« L'exploitant confie à un hydrogéologue compétent l'étude des caractéristiques hydrogéologiques du site en vue de l'établissement d'un réseau de contrôle des eaux souterraines. Les conclusions de ces travaux devront être communiquées à la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement [devenue Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement] dans les 6 mois suivant la notification du présent arrêté »,

ainsi que, dans un délai de trois mois, les prescriptions de l'article R 181-46 du code de l'environnement reprises ci-après :

« [...] II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L 181-1 inclus dans l'autorisation, doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. [...] »

Article 2 : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 171-8 du Code de l'Environnement,

Article 3 : Le Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin, le Directeur de la société EMAILLERIE RHENANE à INGWILLER, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (service de l'inspection des Installations Classées), le Sous-préfet de Saverne, le maire d'Ingwiller, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

LE PRÉFET
Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Yves SEGUY

Délais et voies de recours

Article R. 514-3-1 du Code de l'environnement

Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative (Tribunal Administratif de Strasbourg) par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.